



Arab
Reform
Initiative

SÉRIE : TRAJECTOIRES DES JEUNES

COMPRÉHENSIONS POLITIQUES DES JEUNES DANS LA TUNISIE POST-

2011 :

LA PAROLE DONNÉE AUX GÉNÉRATIONS Y ET Z

Zied Bousen

A propos de l'auteur

Chercheur associé - Tunis

Membre de l'équipe d'Arab Reform Initiative

© 2022 Arab Reform Initiative.



Cette licence permet aux réutilisateurs de distribuer, remixer, adapter et construire sur le matériel dans n'importe quel support ou format à des fins non commerciales uniquement, et seulement tant que l'attribution est donnée au créateur. Si vous remixez, adaptez ou construisez sur le matériel, vous devez obtenir une licence pour le matériel modifié selon des conditions identiques.

PHOTO: Une activiste tunisienne pendant une manifestation contre les violences policières présumées à Tunis, en Tunisie, le 18 juin 2021.

©EPA-EFE/MOHAMED MESSARA

Mai 2022

Résumé Synthétique

Cette étude cherche à contribuer à la compréhension de la jeunesse en Tunisie à l'occasion de l'année anniversaire de la révolution de 2011, afin de mieux comprendre leur vision de la politique et de la transition démocratique du pays, leurs aspirations et priorités pour eux-mêmes et leur pays, et leur processus de socialisation politique. Notre étude part du postulat que la compréhension de la jeunesse tunisienne d'aujourd'hui passe par la reconnaissance de deux générations différentes de jeunes : celles qui ont mené ou participé activement à la révolution (Génération Y, 26 à 35 ans) et celles qui n'ont atteint la majorité qu'après le début de la transition politique (Génération Z, 18 à 26 ans). Nous postulons qu'il existe des différences générationnelles entre ces deux cohortes de jeunes en ce qui concerne leurs perceptions et leurs intérêts pour la politique, et que celles-ci reflètent leurs différentes positions au moment de la révolution.

Pour comprendre les différences générationnelles au sein de la jeunesse, ces groupes sont étudiés à travers des 12 focus groups organisés dans six municipalités différentes du pays par l'équipe d'Arab Reform Initiative, en partenariat avec l'association Humetna pour les municipalités de Medjaz-el-Bab, Kasserine et Foussana, ainsi que l'association We Start pour les municipalités de Kairouan, Hajeb Laayoun et Chebika. Ainsi ont été réunis à chaque fois des jeunes appartenant à chacun des groupes afin de répondre à des questions portant sur leur mémoire pré et post 2011, sur leurs valeurs et attentes, ainsi que sur leur priorités et évaluation des services prodigués par l'Etat.

Parmi les principales conclusions, nous constatons que le sentiment d'appartenance à une génération à part n'est pas universel. Les répondants du groupe Y semblent identifier une appartenance à un groupe générationnel distinct du groupe Z, là où ces derniers perçoivent peu ou pas de différences. Les différences mentionnées par le groupe Y se rapporte aussi bien au mode de vie, au langage parlé, aux références culturelles ou encore au rapport aux nouvelles technologies. Néanmoins, les deux groupes Y et Z s'accordent à dire que les différences sont toutefois plus importantes avec la génération de leurs parents/ainés (35 ans et plus), et les deux groupes Y et Z s'accordent également à dire que les divergences se rapportent de manière plus importante à des facteurs socio-économiques et géographiques qu'à des différences d'âge ou de génération. En même temps, la recherche a montré de différences générationnelles par rapport au passé. Alors que les deux groupes s'accordent à évaluer la situation politique du pays comme étant globalement négative, les participants des groupes Z ont démontré un certain défaut de mémoire quant à la situation de la Tunisie avant 2011 et quant aux événements de 2011. De même, ces participants du groupe Z identifient la période de Ben Ali à des éléments plus positifs que ceux existant aujourd'hui (calme, sécurité, prospérité). Par contre, le groupe Y sont plus nuancés dans leurs estimations du passé.

De surcroit, la recherche a montré de différences générationnelles par rapport à l'avenir socio-professionnel, plus généralement perçu comme plus négatif par les participants des groupes Y que ceux du groupe Z. Ces derniers semblent moins enclins à quitter le pays si l'occasion se présentait à eux.

Cependant, de différences générationnelles ne paraissent pas quant à la politique actuelle. Le rôle des partis et leaders politiques est généralement perçus par les deux groupes comme négatif, à l'exception de certaines figurent politiques atypiques telles que Kais Saied. La démocratie est majoritairement perçue par les membres des deux groupes comme un concept flou, sans réelle impact sur leur quotidien et sans fondement dans les programmes scolaires tunisiens. Les valeurs les plus citées sont celles de respect, de morale, de justice et d'égalité entre tous les citoyens et citoyennes.

Par rapport aux priorités pour la Tunisie, le manque de conscience de la population quant aux principaux enjeux du pays a été identifié comme une lacune majeure de la situation actuelle par les deux groupes. Autres priorités identifiées par les deux groupes sont : les réformes institutionnelles (établissement de

02 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

la Cour Constitutionnelle, application ou amendement de la Constitution, retrait de lois, changement parlementaires, changements de gouvernement, etc.), les questions économiques (réformes économiques, encouragement de l'entrepreneuriat, investissements publics et étrangers, etc.), ou encore la lutte contre la corruption et l'économie parallèle (plus de contrôle sur les marchés publics, lutte contre la petite corruption, contrôle des importations illégales, etc.). Enfin, le secteur de la santé fait l'unanimité de tous les groupes sur son état de délabrement et les faiblesses majeures dont il souffre.

Finalement, l'évaluation du secteur éducatif est plus nuancée et dépend de chaque contexte local. De même, l'évaluation des transports a été plutôt positive avec des disparités importantes entre zones urbaines et zones rurales.

In fine, la recherche a mis en lumière les nombreux points de divergence et de convergence entre les deux groupes Y et Z mais également au sein de chaque groupe. Il apparaît difficile sur la base des focus groups de tracer une frontière rigide sur une base purement générationnelle. Les différences relevées sont bien plus complexes et reposent sur des facteurs géographiques, sociaux, économiques et peut être plus que toute autre chose, individuels, tant l'expérience de chaque citoyen et de chaque citoyenne détermine ses opinions et sa perception du monde environnant et de l'espace public. Les raisons pour cela restent peut-être dans les modalités de socialisation politique des jeunes interrogés ici. Nous avons clairement identifié que les débats en famille ou entre amis, les réseaux sociaux, et les interactions sociales sont le premier vecteur d'apprentissage des valeurs et de démocratie, bien plus que l'école ou l'université. L'on se serait attendu à des différences à ce niveau entre les générations Y (qui ont effectué leur scolarité avant 2011) et Z (qui l'ont fait après 2011). Toutefois, il semble que les programmes en rapport avec la démocratie (éducation civique, philosophie, langues) aient peu ou pas changé dans leur contenu et dans leur impact sur les élèves avec la survenue de la révolution.

Le point de convergence le plus évident est d'ailleurs cette perception négative de la situation présente du pays. La critique sévère du paysage politique et de ses acteurs fait l'unanimité des jeunes que nous avons rencontré. De même, le constat de faiblesse des services publics vitaux mais également de l'inefficacité des institutions politiques du pays ont réuni l'approbation de tous et toutes.

La divergence principale, cependant, relève de l'avenir, perçu de manière plus optimiste par les participants du groupe Z que ceux du groupe Y. Nous avons tenté d'analyser, de comprendre et d'expliquer cette perception plus positive du futur par le vécu des membres du groupe Y qui se perçoivent comme "génération sacrifiée", contrairement aux membres du groupe Z qui sont encore relativement à l'abri sur les bancs des lycées et des universités.

Méthodologie

Comme la plupart des études effectuées sur le sujet dans la région, nous avons adopté une définition large de “jeunesse.” Nous avons également pris en considération les labels de générations, en distinguant entre deux groupes d’âge : un premier groupe âgé composé de participants âgés de 18 à 25 ans (génération Z) et un second groupe de participants âgés de 26 à 35 ans (génération Y).

Ces groupes sont étudiés à travers 12 focus groups organisés dans six municipalités différentes du pays par l’équipe d’Arab Reform Initiative, en partenariat avec l’association Humetna pour les municipalités de Medjaz-el-Bab, Kasserine et Foussana, ainsi que l’association We Start pour les municipalités de Kairouan, Hajeb Laayoun et Chebika. Ainsi ont été réunis à chaque fois des jeunes appartenant à chacun des groupes afin de répondre à des questions portant sur leur mémoire pré et post 2011, sur leurs valeurs et attentes, ainsi que sur leur priorités et évaluation des services prodigués par l’Etat.

Chaque groupe était composé de 8 à 12 jeunes de la municipalité ou de ses proches environs. Au total, les focus groups ont réuni 109 jeunes citoyens et citoyennes, 57 appartenant à la génération Y et 52 à la génération Z. Les réunions ont duré entre 1h40 et 3h10 et sont enregistrées à l’aide d’un dictaphone. Un membre de l’équipe a posé les questions, facilité les conversations et interagi avec les participants pendant qu’un autre a retranscrit les interventions.

Au début de chaque réunion, nous avons distribué une fiche de données socio-démographiques à chaque participant. Les informations demandées sont relatives à l’âge, le genre, le statut professionnel, le niveau d’enseignement, l’appartenance à une zone urbaine ou rurale et l’existence potentielle de handicap. Toutes les fiches sont restées anonymes et codées.

Les 12 focus groups ont tous été organisés sur la base du même questionnaire développé à partir de la revue de littérature et de l’analyse du contexte, effectuées au début du projet. Les mêmes questions ont été posées à tous les groupes sans distinction de lieu (six municipalités) ou d’âge (générations Y et Z). Ceci nous a permis de dessiner les premiers contours de convergences et de divergences autour de la place des jeunes hommes et femmes en Tunisie et de leurs perceptions de leur environnement social et politique.

Lieu	Generation Z			Generation Y		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Kairouan	4	4	8	5	5	10
Hajeb Laayoune	5	5	10	5	5	10
Chebika	4	4	8	4	4	8
Kasserine	4	4	8	4	5	9
Foussana	5	4	9	8	4	12
Medjez el Bab	5	4	9	4	4	8
Total	27	25	52	30	27	57

En parallèle de ces focus groups, l’équipe de recherche a également conduit des entretiens semi-structurés avec 10 jeunes conseillers municipaux dans les six municipalités et un maire. Le résultat de ces entretiens est reporté dans un document à part.

Résultats des Focus Groups

Section 1 :

Existe-t-il un sentiment d'appartenance à des générations différentes ?

La première question porte sur les différences générationnelles et part de l'affirmation qu'il existe des écarts notables sur plusieurs aspects entre les personnes âgées de 26 à 35 ans (génération Y) et celles âgées de 18 à 25 ans (génération Z) aujourd'hui en Tunisie.

Nous avons noté des différences notables entre les groupes qui pourraient être résumés comme suit : majoritairement, les répondants de tous les groupes se sont accordés pour dire que cette affirmation serait plus valide pour comparer les jeunes (18 à 35 ans) en comparaison de la génération de leurs parents (45 à 70 ans).

“Les gens de la génération d'avant ont vécu une période où ils étaient limités, coincés. Même pour parler, pour bouger. Même une idée qu'ils ont avec dans leurs têtes, ils doivent y réfléchir à deux fois. Nous non. On était jeunes à l'époque, mais la période qui a suivi la révolution, c'était une période où on pouvait penser comme on veut, dire ce qu'on veut, nous comporter comme on veut. Tu peux parler de tout, et souvent, c'est des choses que les gens de 30-35 n'abordent pas dans leurs discussions. C'est la plus grosse différence.” (Homme, 22, Chebika)

Les réponses indiquent que les participants aux groupes Y perçoivent des différences notables avec les plus jeunes, alors que les participants aux groupes Z n'en perçoivent pas lorsqu'ils et elles observent leurs aînés de la génération Y. Ces différences selon les groupes Y se rapportent au langage utilisé, la manière de s'habiller, la musique écoutée ou encore les activités pratiquées (hobbies).

“Nous sommes la génération du milieu, nous sommes différents de la génération des 18 ans et celle des

quaranténaires; nous avons grandi sous l'ancien régime qui nous a influencé culturellement et socialement, la nouvelle génération s'est retrouvée dans une nouvelle culture (post-révolution)” (Homme 33, Kasserine)

“Il y a une différence même au niveau des appellations: cette génération est dite “la génération de la révolution” ou “la génération d'internet”. Il y a une différence culturelle, sociale et économique. Les plus jeunes, ceux de moins de 20 ans, sont la génération des médias, de Facebook, de Messenger, d'Instagram; ils sont dépendants d'internet. Ils ne sont ni actifs socialement ni impliqués dans leurs études. Leur manière de s'exprimer, d'agir se passe à travers les réseaux sociaux.” (Femme, 35 Kasserine)

“Il y a une différence dans les vêtements, dans la manière de parler, la musique qu'ils écoutent, les coiffures et les pensées ne sont pas pareils. Les jeunes sentent encore qu'ils peuvent tout faire. Moi je suis plus strict, je dois réfléchir à l'avenir, un jeune c'est pas pareil. Ils disent plein de gros mots. Toute génération est différente de la précédente. On peut s'entendre mais on ne va pas se convaincre.” (Homme, 26, Medjaz El Bab)

Parmi les participants ne percevant pas de différences notables, on retrouve l'affirmation suivante :

“Je ne sens aucune différence ni avec les grands ni avec les plus jeunes. La base c'est la famille, et dans ma famille on pense pareil, l'âge n'a pas d'importance. Ça, c'est à la maison, après dehors non plus, à la municipalité, dans la société civile, je ne sens pas de différence. Quelquefois je me sens plus jeune que ceux qui ont 20 ans.” (Femme, 29, Foussana)

Cette question a toutefois systématiquement soulevé un débat : dans chaque groupe, au moins une personne a soulevé des différences notables. Il s'agit généralement de participants appartenant à la génération Y qui perçoivent des différences dans les habitudes vestimentaires (réponses la plus récurrente) des personnes appartenant à la génération Z. Un autre élément très souvent repris est celui du rapport à la technologie et plus particulièrement à l'utilisation des smartphones d'une part et des réseaux sociaux d'autre part. Les personnes appartenant à la génération Y ont exprimé un sentiment d'avoir appartenu ou seulement connu une ère sans ces supports technologiques qui a façonné leur vie avant de plonger dans les “ réflexes internet. ” Selon eux, les personnes appartenant à la génération Z sont nées et ont grandi avec internet et n'ayant jamais connu le monde différemment se sont bien plus accommodées des évolutions digitales que leurs aînés.

05 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

“Toute génération a quelque chose qui la caractérise. La plus grande différence, là, c’est la technologie. Nous, on a été éduqués dans une période où quand tu voulais t’amuser, te divertir, tu sortais faire du foot dans la rue. La génération d’aujourd’hui, ils ont internet, ils ont des jeux. Ça fait deux ans que je n’ai vu personne jouer au foot dans le quartier, que pendant le ramadan. De là, se crée la différence dans les idées, les objectifs, dans tout. Nous, avant, on avait espoir qu’après les études, on trouverait un travail, etc. Maintenant dès l’école, ils ont l’idée que l’école ne va les mener à rien et ils cherchent d’autres solutions.” (Homme, 26, Kasserine)

Enfin, des réponses marquantes ont tendu vers l’idée que les différences de mode vie ne se rapportent pas nécessairement à l’âge (causées par un éventuel conflit générationnel) mais plutôt par des paramètres sociaux (régions intérieures contre côtes, zones rurales contre urbaines, quartiers populaires contre quartiers aisés, etc.) ou économiques (revenus du foyer, état civil, chômage, dynamique économique de la zone, etc.).

“Je peux être différente de ma propre génération. A Gbolat [village réputé conservateur proche de Medjaz el Bab], ils ont une mentalité hyper différente de nous, c’est une question d’entourage.” (Femme, 18, Medjaz El Bab)

“La différence d’âge ne se manifeste pas forcément selon les âges, on peut avoir le même âge et avoir des avis différents. Parfois des plus jeunes, tu peux apprendre beaucoup, plus encore que des aînés.” (Femme, 22, Hajeb Laayoun)

“Même nous, nous ne sommes pas pareils, à l’intérieur d’une même génération. Une fille qui vit à Sousse ou à Sfax est beaucoup plus différente de moi qu’une adolescente d’ici.” (Femme, 27, Medjaz-El-Bab)

Section 2 : Perception de la politique des dix dernières années - processus, institutions et acteurs

Le démarrage des focus groupes a permis d’exposer la perception des participants quant à la dernière période historique en Tunisie. Une première question a porté sur la perception générale de l’ancien régime, puis une question a porté sur la perception (plus ou moins positive ou négative)

de chaque évènement à partir du 14 janvier 2011, jusqu’aux dernières élections présidentielle et législative en 2019 en passant par le processus constitutionnel, l’élection de l’ancien président Beji Caied Essebsi en 2014 et la première élection municipale démocratique en 2018.

Il est évident que demander une évaluation globale d’un évènement historique, même récent, relève d’un défi à tous les niveaux. Que veut-on évaluer exactement ? Il s’agit ici de récolter la perception des participants quant à l’importance de cet évènement ou dynamique par rapport à la transition du pays. Les retours de réponses permettent également de jauger du degré d’information des participants quant à la vie politique et leur degré d’attention aux changements et évolutions institutionnelles.

La section a également permis de revenir sur la perception des jeunes de la vie publique et politique en Tunisie. Les questions posées visaient à évaluer et discuter l’état de la scène politique, le degré de confiance dans les institutions en place et la vision du rôle joué par différents acteurs (partis politiques, associations, syndicats, médias).

Il apparaît clairement que les participants des deux groupes, sans distinction d’âge, perçoivent la scène publique et politique de manière très négative. Les acteurs politiques sont perçus comme les principaux responsables de l’état de dégradation du pays et des institutions, en particulier les leaders et partis politiques sont jugés de manière très négative. Dès lors qu’il s’agit des autres acteurs tels que les associations, les médias ou les syndicats, les positions apparaissent de manière plus nuancée. Concernant les syndicats, nous avons relevé parmi le groupe Z un nombre important de personnes se réservant de répondre du fait de leur méconnaissance du concept de syndicat, des libertés et droits syndicaux et du rôle et de l’action des groupements professionnels.

Sous-section 1: Perception de l’avant 2011

Une première remarque frappante est celle relative d’ailleurs à la mémoire collective : particulièrement concernant la génération Z, plusieurs réponses données partout à travers les six municipalités, ont fait état d’un manque de connaissance flagrant de la période pré-2011. Pour beaucoup de répondant, la dictature ne prend aucune forme concrète car ils/elles étaient trop jeunes pour s’en souvenir et les rares conceptions proviennent de récits relatés par les parents et les adultes de l’entourage.

“Oui, On était jeunes sous Ben Ali. On ne comprenait pas. On était en sécurité, on n’entendait pas des trucs

06 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

horribles à la télévision. Maintenant les familles ne peuvent plus se réunir devant la télévision. Même s'il y avait des mauvaises choses qui se passaient, elles ne se voyaient pas à mon avis." (Femme, 21, Chebika)

"Je ne l'ai pas trop vécu mais j'adore l'Ancien Régime. 10 dinars c'était suffisant pour vivre, la famille était solide. Tu veux parler ? Faire le coq ? Tu seras puni. Ben Ali avait de la compassion pour les pauvres. Il y avait de la corruption mais lui, comme homme, il nous donnait du prestige." (Homme, 19, Medjaz-El-bab)

Cet oubli collectif pose un véritable " problème de mémoire " qui prend également corps dans les débats entre les participants majoritairement du groupe Y. Plusieurs répondants de ce groupe repensent à la période précédant la révolution comme une période de calme, de sécurité et de prospérité qui a été contrecarrée par la Révolution. Beaucoup admettent que ces discours découlent plus de ce qui est véhiculé par leurs aînés (parents ou proches) que de leur propre expérience ou vécu et que l'idée d'un temps de paix révolu repose d'abord sur la comparaison avec le contexte actuel de trouble permanent du paysage tunisien (crises politiques, mouvements sociaux, scandales, etc.). Le même groupe admet toutefois que des atteintes aux droits humains étaient perpétrées, qu'une restriction sévère pesait sur l'espace civique, que la vie politique souffrait de l'absence de démocratie mais beaucoup y voient une situation préférable à la crise économique, sociale et politique actuelle.

"La situation était meilleure, nous vivions en sûreté et en sécurité, les pauvres pouvaient subvenir à leurs besoins. L'éducation et la santé sont les mêmes depuis le régime de Bourguiba. Ce qui était négatif dans ce régime, était l'inexistence de liberté : le journalisme, les médias, la liberté de choisir, d'élire..." (Homme, 33, Kasserine)

Les discussions ont rapporté qu'une seule participante de la génération Z a pris conscience des nombreux abus de la période Ben Ali à travers des histoires personnelles d'abord, puis à travers les auditions publiques organisées par l'Instance Vérité et Dignité comme une des étapes finales du processus de justice transitionnelle.

"C'est un régime istibdédi (tyrannique). Tout le monde le sait . Ça se savait, pas la peine de faire semblant [Elle réagit à d'autres participants qui regrettaient le régime], tout le monde le sait. Medjez ce n'est pas pareil que la capitale. Ma sœur portait le niqab, les policiers le lui ont arraché dans la rue au centre-ville. Au Medjez, on ne savait rien. On ne savait rien, les infos ne disaient rien. Mais quand tu es sur place, que tu vois de tes propres yeux, tu vas voir que c'est un régime dictatorial. On t'a raconté " manger, boire, dormir ". On est un peuple qui veut juste ça, on ne veut pas être des citoyens. Tu ne pouvais pas parler, tu pouvais rien dire. Tu critiques ils

t'emprisonnent, d'ailleurs, ils les ont montrés une fois à la télé, les gens qui racontaient comment les policiers les frappaient, ils les condamnaient à mort, nous on ne savait pas parce qu'il n'y avait pas de liberté de presse, ils ne nous disaient pas ce qui se passait. Maintenant, on voit notre réalité." (Femme, 18, Medjez el Bab)

Sous-section 2: Perception de la période de transition (2011-2021)

La révolution (17 décembre 2010-14 janvier 2011) semble être un événement lointain et parfois flou dans la mémoire des participants aux focus groups. Les participants des groupes Y démontrent plus de facilités à déterminer leur emplacement et leur cadre au moment où les événements se sont produits et déclarent en grande partie avoir pris part à des manifestations. Les répondants des groupes Z étaient pour la plupart encore enfants ou jeunes adolescents et déclarent le plus souvent être restés chez eux et tenus à l'écart des informations sur les troubles.

Sur les questions relatives à la perception des différentes élections organisées en Tunisie depuis 2011, une part importante des répondants évalue de manière plutôt négative ces étapes, pourtant essentielles à l'établissement de la démocratie. Est particulièrement remise en cause l'issue de chaque élection : les candidats élus à la présidence ou au parlement sont perçus comme incompetents et/ou inefficaces. Peu de changements ou de résultats concrets (économie, développement, niveau de vie, etc.) sont identifiés par les participants et l'ensemble de la logique électorale en lien avec la démocratie est relativisée.

"D'accord c'est bien les élections, de choisir, mais pour moi ceux qu'on a élu ils n'ont rien ajouté, ils sont égoïstes. Ça n'a rien donné." (Femme, 26, Hajeb)"Les procédures démocratiques, c'est bien. C'était bien le débat, notre premier débat. C'est excitant la démocratie, en bien. Mais pour les élections, en elles-mêmes... Kais Saied, d'accord, tous les jeunes ont voté pour lui, mais c'était parce que c'était le moins pire. Seulement, entre les élections et les chaises (la prise de fonction), les gens changent. J'attends rien de lui parce qu'il est comme tout le monde. (Femme, 22, Chebika)

"Jusqu'à présent, les élections n'ont pas eu de résultats positifs. Pas de changement. Nous n'avons rien gagné de positif ni des élections, ni de celui qui les a remportées." (Femme, 24, Kasserine)

Ces débats ont pris une place importante dans les discussions des deux groupes (Y et Z) et une tendance se

07 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

dessine souvent avec une partie du groupe (environ un tiers) soutenant l'idée que la démocratie, y compris les élections, sont un mal nécessaire au vu du passé dictatorial du pays. L'autre partie du groupe met dans la balance les effets des différentes crises politiques, économiques et sociales subies depuis la révolution. Nous n'avons pas relevé ici de tendance générationnelle mais plutôt des lignes de position relatives au statut socio-professionnel (chômeurs, salariés et fonctionnaires semblent percevoir la scène de manière plus négative que les étudiants et les lycéens).

“Un moment politique destructeur c'est quand la constituante est devenue “Assemblée des représentants du peuple”. Les deux sont nuls. Ça n'a rien ajouté, au contraire, ça nous a mis la honte devant les autres pays. Ça nous a fait regretter les gens qu'on a élus. Ils ne nous représentent pas, ils ne représentent qu'eux et leurs manières et leurs principes et leur respect (ironique).” (Femme, 22, Chebika)

“L'expérience électorale est une excellente idée, c'est-à-dire que nous sommes devenus des êtres humains qui ont le droit de vote. Les ministres ne sont pas nommés par le peuple. La plupart des violations actuelles sont causées par les ministres.” (Homme, 33, Kasserine)

Une remarque peut compléter ce constat : la dernière élection présidentielle (2019) semble éveiller un intérêt particulier à travers la figure du président Kais Saïed, dont le nom est évoqué de manière intuitive dans chaque groupe.

Il est perçu comme différent du reste des visages politiques et semble insuffler un espoir de réhabilitation morale. Ce trait apparaît de manière commune entre les groupes Y et Z malgré les commentaires également négatifs à son égard, ou plus précisément relatifs à son mandat et son bilan jusque-là.

“C'est le moins pire de ce qui était disponible. Et puis, si on était dans un autre Etat, il aurait pu y avoir pleins de problèmes, vu qu'il n'y avait pas de cour constitutionnelle après la mort de l'ancien président. Mais ça s'est bien passé. Le débat c'était bien.” (Homme, 24, Chebika)

“Il n'est pas apte à être président de la République. Il peut être un président du conseil municipal, un professeur d'arabe, un enseignant supérieur, un juge, mais il ne peut pas être le président. Le système parlementaire est déjà incompatible avec les pays arabes. Un système présidentiel presque dictatorial est plus efficace. La liberté ne va pas de pair avec les Tunisiens. De nombreuses pratiques de corruption au parlement. Exemple : [nom] est un voleur qui attribue des promotions pour les douaniers au lieu de les contrôler sur les questions de contrebande de marchandises. Avec tout mon respect, il doit y avoir

un niveau académique et universitaire pour mériter un poste au Parlement. Les représentants sont chargés de défendre les citoyens pour protéger leurs droits. Quand une personne n'a pas de niveau d'éducation, comment peut-elle faire entendre la voix du peuple et leurs demandes ?” (Homme, 33, Kasserine)

Enfin, nous avons également relevé que les groupes de Kasserine-ville et de Foussana ont particulièrement insisté sur le climat délétère de la vie publique dans leur région, particulièrement impactée par les multiples opérations terroristes dans les montagnes de Chaambi et de Sammama, mais également du fait de tensions sévères entre les partis politiques (dissolution du conseil municipal de Foussana puis réélection du même président, interférences à Kasserine entre le conseil municipal le gouverneur, etc.).

Sous-section 3: Perception générale de la vie politique

D'une manière générale, nous avons noté un sentiment de déception quant aux institutions en place en Tunisie actuellement et manque de confiance dans les acteurs politiques quant à leur capacité à apporter des réponses satisfaisantes aux principaux enjeux en cours. Ce constat commun aux deux groupes Y et Z est à étendre également à son exception. Les autorités locales sont perçues comme plus proches des problématiques réelles de leur quotidien. Les municipalités élues en 2018 sont perçues comme plus efficace ou bénéficient de plus d'indulgence de la part de la plupart des répondants, à l'exception des deux groupes de Foussana, où le conseil a été dissout en 2019 puis réélu la même année du fait d'importantes dissensions qui le paralysent jusqu'à aujourd'hui.

Particulièrement parmi la génération Z, une grande partie des répondants a affirmé n'avoir aucune idée de l'état de la scène politique et n'avoir aucune envie de mieux connaître et d'analyser les dynamiques politiques existantes. Les groupes réunissant la génération Y ont montré plus de dispositions à s'intéresser aux questions politiques.

“Je vois de loin donc je peux pas juger. Négatif parce que de loin ça a l'air nul. Mais je crois que si j'étais dedans, là j'aurais un intérêt à participer.” (Homme, 22, Chebika)

“La politique en Tunisie n'est pas une politique de planification mais une politique d'intérêts. La politique en Tunisie c'est devenu le Facebook live. Tu fais des FB live tu réussis. C'est que des mots. Ils parlent, parlent mais ils ne font rien. L'argent de Ennahdha s'ils le mettaient dans le pays, on aurait plus de pauvres.” (Homme, 27 Chebika)

08 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

“La politique en Tunisie, aujourd’hui, d’après ce qu’on voit dans les médias c’est une situation catastrophique, 217 partis, des partis proches, si on avait un parti qui avait 90 sièges ça irait mieux. Qu’est-ce que la démocratie va nous donner ? La démocratie en Tunisie va nous ramener Abir¹ et Seif² et c’est juste du bullshit électoral. Le seul truc bien c’est le président élu par 3 millions de personnes ; tu te dis il sera bon et tout, mais des ministères arrêtés parce que le mec bloque tout, le vieux s’en fout de l’Etat. Ils font des films pour gagner des voix.” (Homme, 36, Medjaz)

Parmi les intéressés, la perception négative de la scène politique tunisienne a fait l’unanimité des répondants, à travers les six municipalités et parmi les deux groupes générationnels. Les acteurs politiques nationaux sont perçus comme globalement corrompus ou inefficaces. Cette perception est légèrement atténuée dès lors qu’il s’agit des acteurs (partis et candidats) locaux jugés plus proches des problèmes réels des citoyens.

“Situation médiocre (رديء بآتم معنى الكلمة), personne ne sait où on va. Les politiciens ne respectent rien, ni leurs adversaires politiques dans leur avis divergents, ni les citoyens qu’ils doivent consulter, ni personne à qui ils doivent être redevables. La situation se dégrade de plus en plus.” (Femme, 18, Hajeb Laayoune)

“La politique en Tunisie est au service des intérêts personnels, concernant le parti au pouvoir Ennahdha (et là si quelqu’un se fait pousser la barbe ou si on porte le voile cela ne veut pas dire qu’on est partisans d’Ennahdha, je le suis pas). Si on se dit un parti qui a milité contre Ben Ali, qu’est-ce qu’ils ont donné en arrivant au pouvoir ? Leur seul problème était Ben Ali apparemment. Tous les partisans d’Ennahdha ici à Kasserine travaillent, je connais une jeune diplômée Nahdhawiste qui a directement trouvé un poste, ils ne servent que leurs intérêts et sont plein de rancunes, ils essayent de profiter au maximum de leurs pouvoirs parce qu’au fond d’eux ils savent qu’un jour ou l’autre ils auront le même sort que Ben Ali.” (Kasserine, 33, Homme)

1 Abir Moussi, est la présidente du parti destourien libre (PDL), soutenant ouvertement le retour à l’ancien régime. Elle est une des avocates de l’ancien président Ben Ali et occupe également la fonction de chef du bloc parlementaire du PDL à l’assemblée des représentants du peuple depuis 2019.

2 Seif Eddine Makhlouf est un avocat qui s’est démarqué depuis 2011 par la défense quasi-exclusive des personnes poursuivies pour crimes de terrorisme, apologie du terrorisme et financement du terrorisme. Il est également chef du bloc parlementaire du mouvement Al Karama qu’il préside, mouvement islamiste, considéré par plusieurs observateurs comme une version radicale d’Ennahdha.

Nous avons noté que sur la base des biais décrits dans la section méthodologique du présent rapport, la composition des groupes, y compris en matière d’engagement associatif ou politique, influait grandement sur la perception et l’évaluation de la vie publique. L’exemple de Hajeb Laayoun où une moitié du groupe participant au focus group Z appartenait à une seule et même association serait à ce titre la meilleure illustration de ce biais. Ce groupe tendait par exemple vers une unanimité de perception positive du rôle des associations. De même, le fait que les associations partenaires aient organisé les focus groups et invité les partenaires a influé sur les réponses données par rapport au rôle des associations et plus généralement de la société civile.

L’autre exemple repris ci-après est celui de Foussana où les deux groupes ont compté de nombreux militants syndicaux (quatre sur 12 participants pour le focus group Y et 3 sur 8 pour le focus group Z) ce qui a orienté le groupe vers une quasi-unanimité de perception positive du rôle des syndicats. Il est possible que des participants percevant négativement le rôle des syndicats ou n’ayant pas de position tranchée imitent le groupe pour s’aligner plus que par réelle conviction.

Sous-section 4: Perception des partis politiques

Les figures et partis politiques nationaux sont considérés comme les principaux responsables de l’état jugé médiocre du pays sur les plans sociaux, économiques, et culturels. Dans chaque focus group, certains participants citent le nom de partis ou de leaders politiques afin d’identifier des exceptions, mais aucune tendance ne s’est dégagée des débats.

“Impossible qu’on change un truc. Ceux qui ont les chaises là, ils préparent leurs héritiers. (Homme, 30, Hajeb Laayoun)

“Ca va pas s’améliorer. Les disputes entre députés. Même le chef de l’Etat on a des doutes sur ses capacités à faire les choses.” (Femme, 22, Chebika)

L’évaluation globalement négative de la vie politique en Tunisie semble indétachable de l’évaluation des partis eux-mêmes pour une grande partie des participants. Ces derniers ont formulé des opinions très tranchées concernant les partis, y compris par exemple en les jugeant incompatibles (dans leur fonctionnement, leurs objectifs et leur action) avec les intérêts du pays et de la population. La plupart des répondants ont déclaré n’avoir pas voté en 2019 aux élections nationales (présidentielle et législative).

Sous-section 5: Perception des associations

Le rôle joué par les associations a bénéficié d'une appréciation légèrement plus positive. Environ la moitié de chaque groupe a évalué de manière satisfaisante le rôle joué par les acteurs de la société civile, particulièrement dans la mise en œuvre de projets culturels, environnementaux, sociaux et caritatifs.

“La société civile c'est le lieu le plus relativement propre et celui où les gens veulent changer les choses. Moi j'étais société civile à partir de 9 ans, dans la culture. Je fais une différence entre les bailleurs de fonds, un projet ils veulent des trucs mais ils sont pas exigeants, ils ont le droit de suivre leur argent aussi.” (Homme, 25, Kairouan)

Nous avons retrouvé ici le biais méthodologique expliqué ci-avant et illustré par le fait que les groupes étaient majoritairement composé d'activistes ou de personnes adhérentes ou bénévoles auprès d'associations de la société civile. Aussi, les participants appartenant au groupe Z déclarent plus souvent disposer de temps libre, durant les périodes de vacances scolaire et universitaire, et bénéficier de plus de flexibilité dans leurs journées, ce qui leur permet d'intégrer plus facilement des activités associatives et bénévoles.

Toutefois, des questions et des doutes ont souvent été formulés quant aux dynamiques associatives (financements, liens avec les partis politiques, etc.).

“On peut classer les asso, ça dépend de leur appartenance politique, maintenant ils suivent plus des partis en Tunisie, ils suivent des organisations internationales, notamment par le financement. Il y a des asso qui veulent avancer, amener un plus. Mais le financement, c'est un problème, la cible, le projet tout dépend du financement. L'Etat ne finance pas, les dons ne financent pas, il y a des bailleurs de fonds, programmes donnés, libertés individuelles, elles vont toutes vers ça, faut être mawdhou3i (objectif).” (Femme, 28, Kairouan)

“On a presque 30 asso à Foussana, deux qui sont actives, et une tonchot bel tabaa (expression tunisienne signifiant le travail restreint exclusivement à apposer un tampon sur des documents sans réelle activité), ils ne lisent pas les textes et ils mettent leurs tampons. A la fin tu as 8 signatures mais rien derrière. Ils ne sont pas actifs pour des raisons d'argent ou des raisons personnelles. On doit faire des photos de nos actions pour montrer qu'on fait bien ce qu'on dit qu'on fait avec l'argent.” (Femme, 36, Foussana)

Sous-section 6: Perception des syndicats

La question du rôle des syndicats a été plus clivante, même si plusieurs participants dans chaque groupe se sont abstenus de répondre et de participer aux débats. Du fait de la présence de nombreux syndicalistes dans les groupes Y et Z de Foussana par exemple, la perception s'est orientée vers un rôle stratégique des syndicats dans la garantie d'une paix sociale et la protection des droits des travailleurs et des plus démunis, contre des lobbies et des intérêts nationaux (souvent formulés de manière régionalistes).

“Les syndicats sont le meilleur acteur pour nous montrer comment penser le monde, comment voir les choses autour de nous. C'est ce qui est beau dans les syndicats. Mais le mauvais côté est le cloisonnement entre syndicats et l'animosité qui existe entre les différents groupes parfois au sein d'un même syndicat.” (Homme, 22, Hajeb Laayoune, not a member of a union)

“Grande histoire. Rôle de leader dans beaucoup de choses. Mais dernièrement, les syndicats devraient défendre le peuple, mais ils ne le font pas. Ils sont dans un délire d'intérêt politique c'est devenu politique. Il faut une nouvelle génération de syndicalistes qui changent tout ça.” (Homme, 27, Chebika)

Néanmoins, et particulièrement au sein des groupes Z, nous avons relevé des interventions décrivant la non-connaissance du concept de syndicat, de ses objectifs et de l'intérêt de pareil acteur dans la vie publique.

Dans les autres groupes où la présence de syndicalistes s'est faite de manière plus réduite voire absente, la perception a été plus négative : les syndicats et principalement l'UGTT ont été rendus responsables d'une grande partie de l'état de délabrement des administrations et des universités tunisiennes.

“L'Union Générale Tunisienne du Travail a détruit la Tunisie. Le recrutement professionnel se fait à travers un système de recommandation, qui encourage avoir du piston dans le recrutement des membres de la famille et le recrutement des salariés à travers leurs réseaux de relations (il existe deux types de relations : les relations directes à savoir les personnes sont recrutées par des personnes travaillant dans la structure. Ou indirectement à travers une chaîne de relations : connaître une personne, et cette personne connaît une autre personne qui travaille dans une structure), sans prendre considération leurs compétences ou qualifications professionnelles. Exemple : Mon père travaillait dans L'Union Générale Tunisienne du Travail. Il a recruté mon oncle alors qu'il n'avait aucune éducation.

10 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

Il m'a également recruté, j'ai travaillé dans la structure et j'ai quitté le poste après le départ de mon père de l'Union Générale Tunisienne du Travail. Ils servent leurs intérêts personnels." (Homme, 33, Kasserine)

droite contre trois ou quatre centristes ou gauchistes. C'est idéologique. Mais il y a des médias alternatifs : Facebook, twitter. Le peuple se les ai créé pour trouver une deuxième voie." (Homme, 27, Chebika)

Sous-section 7: Perception des médias

Les médias ont recueilli à travers les différents focus groups des positions tendant vers la perception négative. Les médias nationaux (télévisions et radios) sont perçus comme complices des échecs politiques du pays et globalement identifiés comme maillon du problème (corruption, clientélisme, manipulations politiques, etc.).

"Les médias sortent plein de vérités. Ils ont révélé beaucoup de choses, de gens, de comportement. Des gens qu'on pensait bons, les médias les ont révélés nuls. Par exemple, le parlement, je pensais que c'était un truc élevé alors qu'en vrai c'est n'importe quoi. Avant on ne parlait pas de régions, maintenant les médias montrent ça. Les médias nous laissent nous exprimer. On peut aller à la télé critiquer tel politicien, ou parler d'une situation sociale, de pauvreté. Ça c'est bien. Mais en Tunisie, les médias travaillent à des intérêts et des régions particulières. Par exemple, on n'a pas le droit de passer à la télé mes mots si je critique le propriétaire de la chaîne. Ou un homme politique qui finance cette chaîne ou encore sa région d'origine." (Femme, 31, Foussana)

"Les médias ne partagent que du contenu négatif sur la région de Kasserine, ils ne parlent que d'explosions de mines, d'affaires criminelles... Mais c'est la vérité, il n'y a rien de positif à partager." (Homme, 33 Kasserine)

Les réseaux sociaux ont quant à eux souvent été mentionnés par les groupes des deux générations comme source importante d'informations. Malgré la mention d'un risque de désinformation, plusieurs participants ont indiqué préférer s'informer auprès des groupes et pages Facebook locaux, qui exercent ce qui se s'apparente à du journalisme citoyen, car plus proches de leurs intérêts et moins enclins à déformer la réalité. De même, plusieurs participants des deux groupes ont déclaré que la télévision étant un objet d'information collective, il ne leur est souvent pas possible d'en disposer seul(e)s et de regarder ce qu'ils/elles souhaitent librement.

"Il n'y a pas de média à Kasserine, il y a plusieurs pages Facebook qui publient quotidiennement toutes les nouvelles de Kasserine." (Femme, 27, Kasserine)

"Mais c'est les chaînes qui travaillent sur des trucs donnés. Un plateau politique ils te ramènent un gars de

Sous-section 8: Perception des mouvements sociaux

Les mouvements sociaux ont suscité des réactions assez intenses. Les focus group organisés dans le cadre de ce projet se sont déroulés entre janvier et avril 2021. Cette période a été marquée par des protestations nocturnes opposant habitants des quartiers populaires à la police autour de l'anniversaire de la révolution en janvier, manifestations qui ont été suivies par d'autres, diurnes, qui ont mobilisés des jeunes activistes issus des classes moyennes de la capitale pour demander la libération des manifestants des quartiers populaires. De nombreux militants queer se sont joint à ces dernières manifestations, qui du fait de certaines mises en scène, appartenant à un registre de protestations inédit en Tunisie (images de policiers aspergés de peinture, jeune fille se maquillant en se regardant dans le reflet d'un bouclier de policier ou encore un petit chien brandi face aux policiers etc.), ces manifestations ont grandement marqué les esprits, suscitant de nombreuses réactions en ligne.

Ces manifestations, aussi bien dans leur forme diurne que nocturne ont aussi fait l'objet de réactions assez vivaces auprès des participants des focus group. La question telle que nous la formulons évoquait les mouvements sociaux de manière générale. Les conversations se sont soit dirigées vers une comparaison entre mouvements sociaux luttant pour les droits économiques et sociaux ou pour l'emploi auxquels des participants aux webinar ont participé et les mouvements de la capitale, soit vers une dénonciation directe des mouvements sociaux de la capitale, ceux de la nuit dans les quartiers populaires pour les vols et les pillages et ceux de la journée dans le centre-ville, pour leur "manque de respect" aux policiers ou pour leur caractère ouvertement queer-friendly. Dans les deux cas, les mouvements sociaux dans la capitale étaient perçus comme "irrespectueux" par une majorité des participants des deux générations. Il était intéressant de constater que ces mouvements réunissant des personnes s'affirmant publiquement comme queer ou prônant la légalisation du cannabis étaient perçus comme propres à la capitale. Cela signifie qu'ils sont perçus à la fois comme déconnectés des "problèmes réels" du pays, comme le chômage ou la précarité qui étaient perçus eux comme des vrais "causes" mais aussi propres aux "mœurs" de la capitale et des côtes, perçues comme plus libérales.

A ce sujet, si dans la génération Y, le rejet était plutôt unanime, il pouvait toutefois être contrebalancé par un rappel de la brutalité policière sous Ben Ali. Dans la génération Z, le rejet

11 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

était plus fort, prenant clairement un caractère homophobe par exemple, mais il était compensé par certaines voix qui prônaient la liberté des individus à manifester comme ils l'entendent.

“J'en ai fait plein des mouvements sociaux, j'ai dormi dehors et tout. Ce qu'on a vu récemment, ce n'est pas respectueux. Insultes. Ce n'est pas des manifestations. C'est n'importe quoi. Ils n'ont pas une idée qu'ils veulent amener.” (Homme, 22, Chebika)

“Ils ne nous représentent pas.” (Femme, 22, Chebika)

“Belehi (au nom de dieu), ils veulent libérer le cannabis ? Et ils sortent avec des caniches et insultent les flics ? Ya des gens qui ont faim dans ce pays et eux ils veulent légaliser le cannabis.” (Homme, 22, Chebika)

“Dans l'Ancien Régime, la liberté était limitée, c'était respectueux. Prenons un exemple. Le policier. Avant, le policier il était respecté non ? Maintenant, c'est une parole contre l'autre, on l'insulte, le policier et il ne peut rien faire. Le dernier truc, c'est les gens de Tunis, là 'el gayet' (les homos), ils en arrivent à essayer d'envahir le ministère de l'intérieur, comment tu veux que leur réaction soit ? Bien sûr qu'ils vont les arrêter non ? ça veut dire que si la police essaye de te stopper, tu vas demander pourquoi il ne m'a pas laissé ?”, c'est naturel, c'est normal qu'il défende son organisation. Le concept de liberté, ils le comprennent mal.” (Homme, 28, Chebika)

Sous-section 9: Perception de l'intérêt d'une nouvelle révolution

En conclusion de cette section, la question a été posée de savoir si une “ nouvelle révolution ” réglerait toutes ou parties des problèmes auxquels le pays fait face. La question a souvent soulevé un débat intense d'abord autour de la question de définir ce qu'est une révolution.

Plusieurs participants des deux générations considèrent en effet que le 14 janvier 2011 ne constituait pas une révolution en ce sens que le système dictatorial et ses paramètres (corruption, clientélisme, régionalisme) n'ont jamais disparu et ont au contraire étendu leur existence. L'impact d'une révolution en termes de stabilité et de développement a également souvent été mentionné.

“Une nouvelle révolution ne règlera pas nos problèmes. On a vu les dernières semaines, les effets négatifs des casseurs, voleurs, et puis 3 4 jours plus tard on est

retournés à la situation initiale. Une autre révolution détruirait l'Etat.” (Homme 24 Hajeb Laayoune)

“On ne peut réellement savoir si la situation va s'améliorer. C'est très aléatoire.” (Femme 18 Hajeb Laayoune)

“En réponse à un autre participant qui a dit qu'on fait une révolution contre quelque chose. Maintenant, nous avons besoin d'une révolution pour quelque chose. Il y a eu un intervalle de temps entre la révolution et maintenant, les jeunes ont appris qu'il y a des syndicats dans les facultés. Ils y ont appris à être actif dans la société civile et au niveau de la vie publique. Donc maintenant, on connaît les priorités si on veut renverser la table. Les jeunes ont acquis un style diplomatique dans le débat, ils savent où ils veulent en venir. Si la table va être renversée, elle le sera d'une manière très étudiée. Je sens que c'est un truc qui doit se passer, qui va se passer et qui sera très très très positif” (Femme, 22, Kairouan)

Section 3 : Valeurs et attentes

La présente section porte le débat autour des principes et valeurs que les jeunes des deux générations et des six municipalités perçoivent comme étant existants ou devant exister dans l'espace public tunisien. Ces questions portent les participants à s'interroger sur la scène publique non pas à travers ses acteurs mais à travers les symboliques qui la composent ou qui lui manquent.

Nous avons relevé des similarités relatives au caractère tangible de la démocratie au quotidien (débat en famille ou entre amis) qui prend corps particulièrement sur les réseaux sociaux. Les deux groupes dans les six municipalités ont également mentionné les mêmes valeurs (respect, égalité, justice et morale) comme nécessaires à l'amélioration de l'environnement et de la situation politiques du pays.

Sous-section 10: Pratique de la démocratie

A la question de savoir si la démocratie en tant que concept est pratiquée au quotidien par les participants, majoritairement les réponses sont négatives. Plusieurs participants considèrent que la notion reste floue et ne prend corps selon eux dans aucune pratique quotidienne.

Pour une autre partie des groupes, sans distinction possible de générations, la démocratie prend généralement corps

12 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

dans les débats politiques avec la famille (autour des programmes télévisuels) et les amis (dans les cafés pour les répondants masculins ou sur les réseaux sociaux). Une autre mention a été faite des élections comme signe de démocratie mais rapidement relativisée par le fait que les partis et les candidats ne se tournent vers les électeurs qu'à chaque scrutin (tous les cinq ans) en les ignorant jusqu'à la prochaine échéance.

“On parle tout le temps de la démocratie parce qu'on a quelqu'un dans la famille qui s'y intéresse.” (Femme, 21, Foussana)

“Ma mère insulte les gens qui ont élu Kais Saied. On se dispute tout le temps à la maison.” (Femme, 18, Medjaz-El-Bab)

“Maintenant c'est mieux. La liberté d'expression est très importante pour moi, Là, je me sens comme si j'avais mangé un couscous au mouton. Une fois (sous l'ancien régime), dans le cadre d'une formation professionnelle, on m'a tabassé parce que j'ai défendu Saddam Hussein. Pour moi, nos frères arabes nous envient pour cette liberté d'expression ماشالله (Une expression religieuse commune utilisée dans le souhait de Dieu de chasser le mauvais œil). Quand je vais en Algérie, je vois qu'on les dépasse de loin. C'est vrai que nos ventres ne sont pas aussi remplis qu'on le voudrait mais c'est bien que dans nos têtes on soit libre. Par rapport à la démocratie et à l'état, l'état est absent ici. Ils nous donnent un peu d'agriculture, une ou deux routes, un tribunal, un peu d'hôpital, de police et c'est tout. Mais l'Etat est totalement absent. Ce qui me fait de la peine, c'est que dans les médias, ils vont sur l'Avenue Habib Bourguiba (avenue principale à Tunis) et ils parlent au nom de tout le peuple. Ils sont différents de nous à 180° ! Sigma Conseil (une boîte de sondages) pourquoi ils ne viennent pas chez nous ? Pourquoi ils nous marginalisent ? Nos opinions leur importent peu. Notre avis n'a pas l'air d'être assez bon pour passer à la télé visiblement.” (Homme, 35, Foussana)

Nous avons également noté que la quasi-totalité des participants de toutes générations n'avaient pas eu accès à la notion à travers le cursus scolaire ou universitaire. Certains ont reconnu que les cours d'éducation civique prodigués pendant tout l'enseignement primaire et secondaire et faisant partie intégrante des programmes pédagogiques ont été le premier contact avec le concept de démocratie sans que cela ne constitue un fondement suffisant à l'imprégnation et l'assimilation de ses différents aspects.

“La dernière fois que j'ai vu ça, c'était au lycée, à travers les cours d'éducation civique qui ont disparu juste avant

le bac alors que c'est très important et c'est l'âge où on en a le plus besoin ” (Femme 24, Hajeb Laayoune)

“90% de cette génération a vécu et étudié sous l'ancien régime de Ben Ali. A cette époque la politique était interdite en milieu scolaire” (Homme, 21, Kasserine)

Sous-section 11: Perception des valeurs nécessaires à la scène publique

A la question de savoir quelles valeurs doivent dominer aujourd'hui la scène publique, les répondants ont eu l'occasion de tous citer la ou les valeurs principales.

Tous groupes confondus, il est remarquable de noter la récurrence de la “moralisation” de l'espace public. Une notion souvent liée à celle de respect (احترام), elle est accolée à autrui (الغير) aussi bien qu'aux institutions (المؤسسات).

En effet, et sans que quiconque ne réussisse à définir exactement la signification de cette moralisation, plusieurs participants relient la situation globalement négative du pays à l'absence de morale non seulement des politiciens et figures publiques mais de l'ensemble des acteurs nationaux et locaux. Des différents commentaires récoltés, il semble que les jeunes s'accordent à dire que la moralisation comprend aussi bien la lutte contre la corruption, l'élimination des fausses promesses politiques, la pratique de la tolérance des idées contraires. Une partie non négligeable des groupes a également identifié comme élément de moralisation la pratique plus rigoureuse des préceptes de l'Islam.

Cependant, les répondants des groupes Z dans les différentes municipalités ont plus souvent évoqué les valeurs de justice, d'égalité entre tous les citoyens et citoyennes en liant cela à une meilleure répartition des richesses, un accès plus équilibré aux services et aux avantages.

“La justice (العدل). A commencer par la famille, les filles et les garçons, les personnes âgées et les jeunes. La justice commence par le noyau de la famille et est ensuite élargie à la société. La police est injuste: si tu es un collègue (زميل), ou que as un lien avec la police ou l'armée (tu es fils de...), ils te laissent passer. Si tu es ‘n'importe qui’ ils vont te donner une amende. Même les personnes qui veulent instrumentaliser la religion pour des fins injustes, Dieu sait qu'ils ont tort et que la justice vient avant la religion, que la justice est la religion ” (Homme, 27, Chebika)

13 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

“L’amour du pays. Tout le monde court après ses propres intérêts. Respect, Pitié et compassion (رحمة), on a plus ça. L’Imam en a parlé vendredi. Les gens ne compatissent plus les uns envers les autres. Les cœurs ont été endurcis. Quand tu vois que quelqu’un est nécessaire, tu t’en fous.” (Homme, 22, Chebika)

Ces questions nous ont permis de clairement identifier que la socialisation (débat en famille ou entre amis, les réseaux sociaux, les interactions sociales) sont le premier vecteur d’apprentissage des valeurs et de démocratie, bien plus que l’école ou l’université. L’on se serait attendu à des différences à ce niveau entre les générations Y (qui ont effectué leur scolarité avant 2011) et Z (qui l’ont fait après 2011). Toutefois, il semble que les programmes en rapport avec la démocratie (éducation civique, philosophie, langues) aient peu ou pas changé dans leur contenu et dans leur impact sur les élèves avec la survenue de la révolution.

Sous-section 12: Succès démocratique et engagement

Dans cette section du questionnaire, les répondants ont été appelés à identifier les axes de priorité pour la transition démocratique. Les réponses ont couvert un champ de priorités très large allant des réformes institutionnelles (établissement de la Cour Constitutionnelle, application ou amendement de la Constitution, retrait de lois, changement parlementaires, changements de gouvernement, etc.), aux questions économiques (réformes économiques, encouragement de l’entrepreneuriat, investissements publics et étrangers, etc.), ou encore à la lutte contre la corruption et l’économie parallèle (plus de contrôle sur les marchés publics, lutte contre la petite corruption, contrôle des importations illégales, etc.).

Un autre élément central des discussions au sujet des priorités est celui de la prise de conscience (توعية) évoquée de manière systématique et renvoyant à l’idée de lacunes importantes en termes de compréhension des enjeux, des dynamiques sociales, économiques et politiques actuelles. Ceci concerne selon les participants tous les acteurs politiques (leaders et partis), civils (associations, syndicats), les médias mais également la population.

Enfin, cette question a également été l’occasion pour les participants d’émettre des solutions parfois extrêmes, telles que la dissolution définitive du parlement, la démission de l’ensemble de la classe politique ou l’interdiction de parler publiquement pour la plupart des leaders de partis politiques actuels. Il est intéressant d’étudier ces réponses en ce qu’elles sont l’indicateur des frustrations ressenties du fait des

différentes crises politiques ou sociales du pays.

Ces dernières sont perçues comme ayant un impact de plus en plus grave et à la fois de moins en moins solvables par les leaders actuels. La mention de la nécessité de laisser les jeunes prendre le relais a souvent été évoquée sans prendre corps dans des propositions concrètes d’action publique commune.

“Il faut enlever le régime parlementaire. Un bateau ne peut avoir qu’un capitaine, les autres peuvent être opposants. Les compétences doivent rentrer en Tunisie et on doit leur faciliter le retour pour qu’ils puissent investir et créer des start-up. Par exemple, pendant le COVID, les pays Européens ont embarqué nos infirmiers. Ils les prennent et nous on ne fait que regarder.” (Femme, 26, Chebika)

“La cour constitutionnelle va améliorer la révolution. La lutte contre l’impunité et la réconciliation. La lutte contre l’impunité avant la réconciliation. La loi sur les marchés publics.” (Femme, 28, Kairouan)

Section 4 : Attentes des politiques publiques et perception des services

Le choix a été fait dans cette section de soumettre au débat quatre aspects de la vie économique et sociale : l’emploi (formulé à travers l’avenir socio-professionnel), la santé (axée autour des services médicaux et hospitaliers), l’éducation (incluant une évaluation du parcours scolaire et universitaires) et le transport (répondant aux besoins quotidiens des répondants).

Ces quatre axes ont été identifiés comme les axes les plus importants des droits économiques et sociaux et les plus utiles à mesurer la perception des jeunes de leur contexte et des services fournis (ou supposés fournis) par l’Etat. Cette section rend compte des réalités du quotidien et de l’évaluation des jeunes des deux groupes Y et Z de l’état de l’infrastructure dans leur municipalité ou région.

Les premiers résultats de recherche indiquent le caractère pessimiste de la génération Y quant à son avenir socio-professionnel, caractère moins présent chez la génération Z. Nous avons également remarqué une tendance généralisée des participants à rejeter l’idée d’intégrer la fonction publique et d’être titularisés dans une fonction qu’ils et elles occuperont à vie. Ainsi, l’entrepreneuriat et le secteur privé (propre projet ou salariat) semblent attirer plus les participants des deux générations. Sur la question de la migration, l’on se serait

14 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

attendu à une unanimité de réponses tendant vers le départ du pays, mais en réalité les groupes se sont avérés bien plus équilibrés et les débats intenses sur le sujet. Enfin sur la perception des services, un consensus s'est dessiné autour de l'état déplorable du secteur de la santé. Des réponses plus nuancées ont été données sur le système éducatif. Enfin, la question des transports a été jugée négativement par tous les groupes de Foussana et de Kasserine, et positivement par les autres groupes, démontrant l'enclavement de la région par rapport au reste du pays.

Sous-section 13: Avenir socio-professionnel

Il apparaît à travers les différentes interventions que les participants des deux groupes s'accordent sur l'aspect difficile du marché du travail en Tunisie (difficultés d'accès à l'emploi, inadéquation entre cursus universitaires et demandes du marché, salaires faibles dans le public comme dans le privé, etc.). Concernant l'avenir socio-professionnel, une tendance généralisée à travers les différents groupes tend à indiquer que les répondants du groupe Y sont plus pessimistes ou défaitistes quant à leur avenir professionnel que ceux du groupe Z : a été de nombreuses fois évoquée d'ailleurs l'expression de "génération sacrifiée." Ceci est expliqué peut-être par l'âge et le fait que les répondants du groupe Y sont déjà sur le marché de l'emploi ou occupent déjà une fonction professionnelle alors que les répondants du groupe Z sont encore presque tous et toutes sur les bancs de l'université ou du lycée.

"Je suis très pessimiste. En Tunisie, on est dans un Etat pas démocratique, il n'y a pas de prestige de l'Etat : Il y a beaucoup de secteurs, où il est écrit quelque chose sur le Journal Officiel sans que jamais ça ne se réalise ou s'applique. Dès qu'on change de gouvernement, tout tombe à l'eau. Si on était un Etat démocratique, alors il y aurait de la justice sociale. La fonction publique est le cœur de ça. Les accords ne sont pas respectés. On est dans un Etat qui ne respecte pas son peuple et surtout ses jeunes." (Homme, 36, Foussana)

"Je suis optimiste car je suis encore jeune. Je veux faire un publinet,³ je veux faire du théâtre. J'ai failli signer un contrat mais malheureusement les circonstances n'ont pas permis. J'ai tourné un film avec Nouri Bouzid [réalisateur tunisien réputé] je suis devenu pro quoi, je travaille avec des associations. Quand je finirai mon bac, je vais étudier le théâtre. Même s'il n'y a pas de travail, je

peux être prof de théâtre dans une maison de la culture. Je ne vais pas m'arrêter." (Homme, 20, Chebika)

"Je suis optimiste, je vais pas attendre l'âge de 20 ans pour réfléchir à mon avenir. A 18 ans, je sais que la société ne va pas m'aider, alors je vais me donner à fond. Je suis slameuse. Je suis déjà payée pour slamer. Je prends tous les contacts quand je vais à une rencontre." (Femme, 18, Medjaz-el-Bab)

Le chômage est sans doute le sujet le plus récurrent dans les débats autour de l'avenir socio-professionnel, mais une tendance est clairement perceptible au sein de chaque groupe : le problème de l'emploi ne concerne plus seulement la recherche ou l'obtention d'un poste, mais inclut désormais une rémunération et des conditions de travail acceptables. Ces deux éléments sont identifiés comme les bases d'une vie digne qui selon les répondants n'est plus atteignable dans les conditions actuelles dans le secteur public tout comme dans le privé (entrepreneuriat, salariat en entreprise, etc.).

"Je suis comme [autre participant] je suis prof de sport, mais tu ne peux pas juste compter sur la fonction publique, moi je veux continuer l'agriculture. Ohrok, aamel, matebkach berek. (phrase en dialecte tunisien signifiant retrousse tes manches, active-toi, ne reste pas inerte)." (Homme, 23, Foussana)

"Je veux parler de la situation en général. Dans le public, à 90% voire 95% des cas, il te faut connaître quelqu'un, m'aref. Même un concours. Quand tu vas voir des médecins, des ingénieurs, l'élite quoi, des gens qui ont vu des choses, ils te conseillent de partir, de quitter le pays. Tu ne trouveras pas ta dignité, tu ne vas trouver personne qui va t'écouter. Même quelqu'un qui étudie à l'étranger et revient faire un projet, il s'en mordra les doigts." (Homme, 26, Chebika)

"Administration publique. Dans le privé, on est exploités en temps et en argent." (Femme, 25, Foussana)

De nombreux participants à Foussana, à Hajeb Laayoun ou encore à Medjaz el Bab ont ainsi soulevé la question de l'entrepreneuriat présenté par les différents gouvernements comme une solution à la saturation de la fonction publique sans que l'Etat ne joue réellement le jeu de cette initiative (pérennité de procédures administratives floues, corruption, bureaucratie, problèmes de financement, etc.).

"Non je suis optimiste, il existe plusieurs opportunités. Il faut juste y croire et commencer avec ce qui se présente sans rien attendre de personne. Il y a ceux qui ont commencé à vendre des tomates en brouette et se sont enrichis. Quand j'ai parlé des 4 milles dinars c'est en connaissance de cause j'ai passé beaucoup de concours sans aucun résultat, et on m'a proposé de payer pour réussir." (Homme, 30, Kasserine)

³ Il s'agit d'un commerce privé offrant à ses clients un accès payant à internet. En vogue dans tout le pays avant la généralisation de l'accès wifi dans les foyers, les publinets continuent d'exister dans certaines régions peu ou mal connectées au réseau internet.

Sous-section 14: Avenir et migration

Toujours concernant l'avenir socio-professionnel, la question sur le départ à l'étranger est un des moments de clivage les plus importants des discussions au sein de chaque groupe. A la question de savoir " si demain matin, se présente à vous une opportunité sérieuse de partir travailler à l'étranger dans des conditions (de voyage et de travail) dignes et réglementées, sauteriez-vous le pas ? ", les réponses varient grandement d'un groupe à l'autre.

Une majorité des répondants des groupes Y tendent à répondre positivement à la question, en mettant en avant les difficultés économiques (chômage, barrières financières et administratives, investissements, etc.) et sociales (discriminations, corruption, etc.) du pays.

"Il n'y a rien de bon en Tunisie, on ne te valorise pas. Les plus mauvais que toi ont le pouvoir, ils te mettent des bâtons dans les roues etc. Je partirais les yeux fermés, je pense que je ne rentrerai qu'avec un projet, et je participerai à la société civile, j'aiderai des gens." (Femme, 26, Chebika)

"J'encourage la 7arga (migration). Celui qui veut partir, il dit je ne peux pas vivre en Tunisie. Les gens veulent vivre dignement, ils veulent travailler, ils veulent de l'argent. La question aurait dû être posée autrement. Pourquoi tu veux partir ? Personne ne veut quitter la Tunisie. J'ai eu l'occasion de partir. Parce que j'avais de l'espoir je ne suis pas parti. Les gens veulent travailler, même pour pas grand-chose, ils veulent un revenu." (Homme, 33, Foussana)

Les répondants du groupe Z semblent plus clivés : une moitié de chaque groupe rejoint l'argumentaire précédent et l'autre perçoit un avenir plus certain en Tunisie. Ces derniers émettent également une explication relative aux attaches (culturelles, familiales, etc.) au pays comme raison de refus du départ. Quelques exceptions de messages optimistes (possibilité de construire un solide avenir économique, social et professionnel) sont également présentes dans presque chaque groupe des deux générations.

"Il y a du travail en Tunisie, moi je travaille dans le domaine culturel, il y a plein d'offres d'emploi, mais les gens ne veulent pas travailler, les gens veulent savoir le salaire avant de savoir quoi que ce soit. Il faut être patient, les gens ont des attentes trop hautes." (Femme, 22, Kairouan)

"J'ai mis les deux, dhre3ek y a 3alef (expression en dialecte tunisien signifiant que chacun doit se

débrouiller seul pour réussir une tâche). Si tu peux réussir en Tunisie, alors tu peux réussir à l'étranger. A l'étranger, tu vas te bouger, pour travailler, pour gagner ta vie. La même chose est possible en Tunisie. Entre la Tunisie et l'étranger avec la même situation, je préfère la Tunisie. La vie n'est pas rose à l'étranger. Ici au moins si ça se passe mal, t'as des gens qui font filet de sécurité." (Homme, 22, Chebika)

Il semblerait que la pratique du marché de l'emploi, qu'il s'agisse de la fonction publique ou du salariat et entrepreneuriat dans le secteur privé, mettent les répondants de la génération Y devant l'impossibilité ou leur incapacité à réaliser leur accomplissement personnel. Malgré le fait que le questionnaire n'ait pas couvert ce sujet, il semblerait qu'une grande partie de ces mêmes répondants du groupe Y soient poussés vers l'étranger par la désillusion des réalités sociales et économiques de leur environnement proche, désillusion que n'ont pas encore forcément expérimentés les répondants du groupe Z.

Sous-section 15: Jeunes et santé

Concernant les services de santé, une quasi-unanimité de tous les groupes toutes générations confondues indique une évaluation négative du système sanitaire. Sont particulièrement évoqués l'éloignement des structures de santé (particulièrement les hôpitaux et les centres hospitalo-universitaires), la faiblesse de l'infrastructure (délabrement des centres de santé de base, absence de matériel adapté, etc.), le manque de ressources humaines qualifiées (médecins, spécialistes, infirmiers, ouvriers qualifiés, etc.), la difficulté d'accès aux soins (traitements de maladies chroniques, médicaments, etc.) et les rapports humains difficiles (traitements dégradants par le personnel hospitalier, procédures administratives et bureaucratie, etc.).

"Observatrice de cas de corruption dans la santé. J'ai vu dans les hôpitaux, c'est une catastrophe, je suis allée dans plein d'hôpitaux partout. Les docteurs n'ont pas de quoi se protéger. Les gens demandent pourquoi il y a tellement de morts et tout, mais le gouvernement n'a rien donné, il n'a rien fait." (Femme, 22, Kairouan)

"Le médicament pour les nerfs a disparu, les bébés meurent. C'est la faute des médecins, si tu donnes une rachwa (dessous de table) ça va, si t'as rien donné il s'en fout de toi." (Femme, 18, Medjaz El Bab)

"On n'a rien, on a médecine dentaire, on a deux urgentistes, on n'a pas de maternité. On a eu le Samu, après une grève générale de trois jours. Depuis 2016, on a le Samu mais il n'y a pas le personnel. On avait un

16 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

directeur d'hôpital qui a fait une étude, sur les accidents, sur les gens qui vont chez nous, il a dit qu'il avait besoin de plus de médecins, de matériel, ils l'ont muté." (Femme, 29, Hajeb)

Plusieurs répondants des deux générations et dans toutes les municipalités ont relaté des exemples récents de situations critiques dans leur entourage familial, qui ont nécessité d'avoir recours aux structures de santé. Tous ces récits sont revenus sur les défaillances critiques et les alternatives peu nombreuses (déplacement vers le grand-Tunis ou le Sahel pour des soins, livraison de médicaments depuis l'étranger, corruption, etc.) pour faire face à ces situations.

L'exemple le plus notable est sans doute celui de la région de Kasserine, où les répondants des quatre focus groups de Kasserine-ville et de Foussana sont revenus sur l'absence d'hôpital public forçant les habitants à voyager pour des soins de base, et à recourir à des moyens alternatifs (médecine traditionnelle, médecins privés, etc.) afin de subvenir à leurs besoins de santé.

"Ca a pas changé les services de santé chez nous. Le protocole sanitaire, c'est une grande farce. On n'a pas une culture d'hôtellerie, on n'a pas de réceptionnistes dans les hôpitaux. Le réceptionniste est un body Guard. Les urgences : ça prend 5h pour être pris. Ils pensent qu'il n'y a pas les moyens, mais ce n'est pas une excuse. Tu acceptes de travailler dans une institution, même s'il y a rien tu dois intervenir." (Homme, 35, Foussana)

"Il y a une femme qui a fait une fausse couche il y a 5 jours, elle souffrait. L'Hôpital lui a demandé d'acheter Perfalgan d'une pharmacie externe afin qu'il puisse lui injecter le médicament." (Femme, 22, Kasserine)

Sous-section 16: Jeunes et éducation

La présente section a aussi été l'occasion de revenir sur la perception des jeunes des deux générations quant au système éducatif. Les répondants de la génération Z ont émis bien plus de commentaires sur le sujet, du fait qu'ils et elles sont encore majoritairement en train d'accomplir le parcours secondaire ou universitaire, ou qu'il a été achevé très récemment.

Les débats ont gravité autour des enseignants, pièce maîtresse du système éducatif et de nombreuses expériences personnelles (professeurs très attachés à leur métier ou au contraire désintéressés par la tâche, récits de violences verbales et physiques, accompagnement adapté à des besoins spécifiques, etc.) ont été relatées. Le système dans son ensemble est perçu

comme étant positif mais dérivant vers la médiocrité.

"C'est une histoire de confit générationnel en gros. Il y a des sciences éducatives pour former des profs de primaire. Mais comme dans tous les domaines, il n'y a aucun rapport entre théorie et pratique. Les vieux refusent les innovations pédagogiques, alors que nous on sait des nouvelles choses. Plein de nouvelles pédagogies. On est coincés à une pédagogie de 4ème génération alors qu'on est à la huitième ou neuvième. Les jeunes de ma génération on essaye de sortir des gens savants. Les vieux ont voulu changer des choses mais on les a pas laissés, nous on est motivés parce que c'est ce qu'on a étudié. Je me dispute beaucoup avec les directeurs d'école qui incarnent la génération du dessus. Je fais tout avec le théâtre pour leur apprendre aux élèves, le directeur se dispute tous les jours avec moi. Il est de la génération stylo w war9a (feuille et stylo)." (Femme, 22, Kairouan)

"J'ai beaucoup de réserves sur le système éducatif. Il est importé alors qu'eux, à l'étranger, ils ont déjà abandonné. Ecole basé sur le travail à la chaîne mise en scène de la classe. C'est une erreur. On est en 2021 et niveau éducation, on est en 1960. Il faut bien choisir les professeurs, certains profs ne sont pas mis à jour. Un prof normalement il donne un bonus, il a pas à tout débiter comme ça. Les profs en Allemagne et dans les pays développés ils encouragent les enfants en difficulté, ils les poussent en avant. Ici le prof il te traite de bhim (âne), ça a une influence sur ton inconscient." (Homme, 31, Kairouan)

Ainsi, particulièrement pour les répondants de la génération Y, le système a permis de produire des citoyens avisés et de constituer un ascenseur social pour de nombreuses franges de la population. Ils et elles prennent souvent exemple sur leur propre vécu ou sur leurs pairs pour tracer cette conclusion et perçoivent de manière plus négative le potentiel de la génération Z. Toutefois, la perception tend à changer lorsque l'évaluation porte sur le système actuel qui selon les répondants de la même génération ne satisfait plus aux besoins du marché de l'emploi, ni même à la nécessité d'éduquer les plus jeunes.

"Ma femme est dans l'éducation. Je me souviens de moi quand j'allais à l'école, je marchais 5km pour aller à l'école, et ils en ont fait une après, où les cours étaient deux niveaux par classe. Bon ça a sorti des gens bien. Ma femme travaille, elle n'est pas payée, l'Etat ne lui donne rien. Les enfants qui étudient avec elle, leurs parents les emmènent sur des vélos et des motos. Les profs leur achètent el lomja (goûter). Il n'y a rien dans l'éducation qui permette aux élèves d'étudier et de sortir diplômé pour travailler dans des bons domaines. Les enfants veulent devenir militaires parce qu'ils ne sont rien. C'est une zone rurale soit t'es agriculteur soit tu es militaire." (Homme, 36, Medjaz)

17 Compréhensions politiques des jeunes dans la Tunisie post-2011 : la parole donnée aux générations Y et Z

L'éducation des plus jeunes a été notamment soulevée par les participants des groupes Z, pourtant âgés de 18 à 26 ans, qui considèrent que les mineurs/enfants aujourd'hui sont mal éduqués (propos déplacés, insultes, délinquance précoce, etc.) et rapportent cela entre autres causes au délitement du cadre scolaire.

“Les élèves n'ont plus de valeurs et de principes. Ils veulent avoir la moyenne. Pas de hayba (respect de l'institution) dans le lycée. Même le drapeau, ils ne le saluent pas sérieusement. C'est la responsabilité du ministère de l'éducation. On manque de clubs pour les rendre wa3in (conscients). Ils ne sont pas patriotes, ils manquent de patriotisme comme a dit [une autre participante]. Les élèves ont des problèmes psychologiques, ça a un impact sur leur personnalité.” (Femme, 19, Chebika)

“On parle de soi-disant éducation, mais c'est n'importe quoi. Dans les formations étatiques, les professeurs sont nuls, les formations sont nulles : soudeur bateau par exemple. Donc tu cherches le privé, tu vas en cours, tu n'y va pas, tu passes quand même. L'Etatique c'est fini. Le directeur de mon école m'a insulté, j'ai répondu, personne ne m'a plus accepté dans aucune école.” (Homme, 19, Medjaz El Bab)

Sous-section 17: Jeunes et transport

Le dernier élément discuté durant cette section est la perception des services de transport pour les participants aux focus groups. Les réponses ont grandement varié entre les municipalités et peu varié entre les deux générations de chaque endroit. En effet, dans les municipalités constituant les sièges des gouvernorats (Kasserine, Kairouan) ou des villes de taille moyenne (Medjaz-El-Bab), les participants ont en grande partie fait état de facilité de transport et de l'existence de lignes de bus, même si majoritairement, les répondants ont indiqué préférer les moyens de transport privé (taxis, louages, etc.).

“Kasserine est une petite région, s'y déplacer est assez facile, les taxis sont disponibles et avec 500 millimes la place.” (Homme, 29, Kasserine)

“J'ai pris les deux feuilles. Par rapport à d'autres endroits, au moins les lieux entre eux sont liés, connectés. Il y a des transports mais ça dépend des horaires.” (Homme, 28, Kairouan)

“Quand je faisais des navettes, je trouvais toujours un moyen de transport.” (Homme, 22, Hajeb Laayoun)

Les autres groupes ont indiqué des difficultés plus importantes à

se déplacer pour des raisons professionnelles ou domestiques, du fait de la faiblesse des réseaux publics et privés surtout dans les zones rurales (Foussana, Chebika, Hajeb Laayoun). Le transport entre les grandes villes a également été pointé du doigt comme défaillant car n'obéissant à aucune règle de ponctualité ou de confort. L'exemple de la ligne de train reliant Tunis à Kasserine, non exploitée depuis plus d'une quinzaine d'années a été reprise à Kasserine même et à Foussana pour indiquer la complicité des autorités et d'une partie de la population (transporteurs, routiers, louages, taxis, etc.) dans la détérioration des réseaux et dans l'atteinte à la liberté de circulation des personnes.

“Je suis originaire d'une région rurale et l'absence d'infrastructure routière rend le déplacement plus difficile. Il y a beaucoup de charge sur le transport en commun, les tarifs sont relativement élevés par rapport aux autres gouvernorats, on n'a pas toujours les moyens pour faire toutes ses courses en taxi, on est obligé de se déplacer à pied. Et c'est pire en période de rentrée ou de fête.” (Femme, 28, Kasserine)

“Na9l fih wa3lih (Le transport a des côtés positifs et négatifs), maintenant il y a transport dans les zones rurales. Mais pour le centre ça manque. On devait faire deux taxis ici. La ville a grandi. On n'a pas la bonne information. Les élèves attendent les bus longtemps, ils ratent l'école s'ils ratent le bus. Si quelqu'un tombe malade dans X village et qu'il y a pluie tu ne peux rien faire. Le train avant, c'était comme qu'on voyageait. Pendant les fêtes, pour rentrer de Tunis faut des M3aref (intermédiaires).” (Homme, 30, Hajeb)

“Chebika est un lieu stratégique. Ils pourraient faire un bus entre Kairouan et Chebika qui passerait toutes les deux heures. Mais les louages refusent, parce que c'est proche et que beaucoup de monde fait ce trajet. Lundi mardi, il y a des gens mais il n'y a pas de louages. L'après-midi, il y a des louages et pas de passagers. Et ce n'est même pas la peine de parler des bus scolaires.” (Homme, 24, Chebika)

Dans la totalité des municipalités, les participants ont enfin relevé les différences entre leurs régions et les zones littorales notamment en matière de facilité de déplacement et de liberté de circulation avec des réseaux de bus urbains et interurbains développés, des transports ruraux bénéficiant d'autorisations plus nombreuses, des lignes de tram et de train, etc. Cet aspect de régionalisme est souvent revenu dans les débats mais particulièrement pointé du doigt pendant les discussions sur les services de transport.

“Ma success story transport: pour aller à Tunis ça m'a pris 5h. On a trois lignes : Kairouan, Tunis et Sousse, c'est pas assez.” (Homme, 22, Hajeb Laayoun)

“Dans les zones rurales en Tunisie, le transport est absent. Par contre à Sousse et à Kairouan par exemple tu te déplaces plus facilement, c'est injuste.” (Homme, 35, Kasserine)

Conclusion

En conclusion de ce rapport, il est nécessaire de rappeler l'intérêt de documenter la parole des jeunes en Tunisie de manière directe, en leur offrant la parole et le champ de réflexion nécessaire, sans essayer de théoriser ou de les aborder comme objet d'étude. Les jeunes constituent, contrairement à ce que le romantisme international veut croire, des catégories de populations très nombreuses et très diverses en termes géographiques, sociaux, économiques, culturels et politiques. Les focus groups organisés dans le cadre de la présente recherche ont mis à mal l'idée de générations Y et Z. Si certains points de convergence existent bel et bien, majoritairement les groupes tendent à se mettre d'accord ou à être en désaccord sur la base de facteur plutôt sociaux-économiques que purement générationnels. À la suite de nombreuses discussions, nous avons dégagé deux grandes thématiques de travail pour les prochaines étapes du projet. La première est relative au désenclavement des régions. Particulièrement à Kasserine, mais également à Kairouan, les jeunes des deux groupes véhiculent des sentiments négatifs en rapport avec le pays et la situation politique car ils et elles vivent difficilement l'isolement géographique (transport intra et inter nationaux), culturel (faiblesse des activités récréatives) et économique (marginalisation et pauvreté) subis par leurs régions.

Les jeunes des deux générations ont semblé également s'accorder sur les priorités de justice, de respect, d'égalité et sur les réformes institutionnelles posées comme défis au pays. Mais peut être plus que toute autre chose, ils et elles se sont accordées sur la nécessité que les politiciens et politiciennes plus âgés leur laissent l'espace nécessaire d'action et de changement.

Arab Reform Initiative

L'Arab Reform Initiative est un groupe de réflexion arabe indépendant qui travaille avec des partenaires experts au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et au-delà pour articuler un programme national de changement démocratique et de justice sociale. Il mène des recherches et des analyses politiques et fournit une plate-forme pour des voix inspirantes basées sur les principes de diversité, d'impartialité, et d'égalité des sexes.



contact@arab-reform.net
Paris - Beirut - Tunis